

“Pas de moyens” pour le métro



ALBIN

La ligne a été construite dans les années 80 mais n'a jamais été terminée.

Charleroi-Châtelet Le gouvernement évalue toujours le futur de la ligne Est, quasi à l'abandon.

Chaque année, l'entretien de la ligne Est de métro vers Châtelet coûte 180 000 euros à la collectivité. Cette ligne n'a jamais été achevée ni mise en service.

Le gros œuvre date des années 80, il intègre plusieurs stations, et un équipement électrique qui alimente le réseau de la boucle centrale, d'où la nécessité de le maintenir en bon état.

En commission parlementaire, le député MR Philippe Knaepen vient d'interroger le ministre wallon des Transports Carlo Di Antonio (CDH) sur les intentions de son gouvernement par rapport à ce dossier.

Réponse : trois hypothèses ont été mises à l'étude, à l'initiative de la Société régionale wallonne des transports et du Tec Charleroi.

L'extension vers le centre commercial du Cora à Châtelaineu constitue le scénario le plus ambitieux, il a été chiffré à 52,6 millions d'investissements et à 2,8 millions de frais d'ex-

ploitation annuels. Il y a un plan intermédiaire visant à connecter le futur Grand Hôpital de Charleroi (GHdC) en construction sur le site des Viviers à Gilly (NdlR : ouverture annoncée en 2022). Enfin, un scénario minimaliste consistant à abandonner définitivement le projet et à tout démanteler.

L'exécutif attend les résultats de l'étude

Pour faire un choix, l'exécutif attend les résultats de l'étude. Mais le ministre Di Antonio est formel : *“Compte tenu de la trajectoire budgétaire de retour à l'équilibre que nous nous sommes fixée, nous n'avons pas les moyens de concrétiser dans l'immédiat.”*

Attendre ? Pour Knaepen, le temps presse : *“Dans cinq ans, la nouvelle infrastructure du GHdC concentrera à Gilly les activités de quatre sites hospitaliers, pour un total de mille lits.”* Cinq mille emplois y seront regroupés, pour des dizaines de milliers d'utilisateurs chaque année en hospitalisation ou en consultation.

Le ministre s'est engagé à revenir prochainement devant son gouvernement, quand il sera en possession des éléments de décision. Objectif : valider ou non la faisabilité du projet et établir les moyens de son financement.

D. A.